

Ce rapport arrive à point nommé, soit au terme de la présidence Pastrana et au début d'une nouvelle administration sous Álvaro Uribe Vélez. Pendant les années Pastrana, le Canada a participé à la facilitation internationale des pourparlers de paix avec les FARC (Forces révolutionnaires armées de Colombie) par l'entremise de la Commission de facilitation du Groupe des dix. En sa qualité d'ex-ambassadeur du Canada en Colombie, Guillermo Rishchynski a affirmé à une conférence qui s'est déroulée en juin à Washington que le G10 avait tenté d'empêcher son rôle d'objectivité et de créativité en se servant de persuasion pour que les pourparlers gardent le cap et en se concentrant sur des mesures visant à encourager un échange de prisonniers malades pour des motifs humanitaires et en amenant les parties à envisager la possibilité d'un accord humanitaire. Au cours des négociations, le G10 a abandonné son rôle d'observateur passif pour faire un effort vigoureux afin d'empêcher l'échec du processus. Même si les pourparlers n'ont pas abouti, ils n'ont pas été une perte de temps. Malgré les erreurs commises, des enseignements en ont aussi été tirés. Pour reprendre les propos de l'ex-ambassadeur Rishchynski, la Colombie devrait passer par la dure et malheureuse épreuve des quatre dernières années pour que des efforts plus fructueux puissent être déployés.

Quels enseignements en a-t-on tirés? L'absence de progrès du processus de paix, en dépit des sanctuaires et du statut politique accordés au FARC pour faciliter les négociations, prouve qu'il est impossible de mener les pourparlers de paix pendant qu'un conflit bat son plein, qu'une zone démilitarisée sans vérification est vouée à l'échec et que la présence de tiers, de préférence des organisations multilatérales plutôt que des pays individuels, sera la pierre angulaire des efforts futurs de dialogue. L'élection du président Uribe marque le début d'une nouvelle étape de l'histoire de la Colombie et donne l'occasion à la communauté internationale de commencer à jeter les bases de futures négociations en tenant compte des enseignements tirés des négociations passées et globalement de nos expériences novatrices. Le rapport et les recommandations du Sous-Comité guideront le Canada dans ses efforts pour instaurer un climat de paix ainsi que le respect des droits de la personne et du droit humanitaire international en Colombie.

Recommandation 1

Le gouvernement du Canada devrait continuer à travailler avec les organisations et les institutions internationales de même qu'avec des pays qui partagent ses idées pour appuyer le gouvernement de la Colombie et encourager toutes les parties au conflit colombien à chercher un accord sur les principes humanitaires et une solution négociée. Le Canada devrait également proposer ses bons offices pour continuer à faciliter ses négociations qui, idéalement, aboutiraient à la politique de paix de l'État et prévoiraient un rôle officiel pour la communauté internationale. Pour renforcer la démocratie colombienne, le Canada devrait aussi continuer à soutenir des groupes de la société civile et encourager les efforts de réconciliation au niveau local.